



Foyers d'immigrés: des maires «gênés». Un rapport propose des destructions, les élus préfèrent se renvoyer la balle.

Par Antoine Guiral — 24 avril 1996 à 03:47

Parmi les 710 foyers d'immigrés recensés par le député Henri Cuq

dans son rapport, 255 se trouvent en Ile-de-France (soit 60.000 lits). Selon l'élu des Yvelines qui a remis ses propositions à Alain Juppé la semaine dernière, des problèmes de surpopulation, d'économie parallèle ou de prostitution touchent certains de ces foyers (Libération du 12 avril). Un constat qui contraint nombre d'élus locaux à se pencher sur un sujet sensible qu'ils préfèrent souvent éluder. Sans doute parce que, confrontés aux réalités du terrain, ils mesurent toute la complexité mais aussi le coût électoral des questions relatives à l'immigration.

Tout en suggérant un «traitement radical» pour repenser un système d'hébergement vieux de quarante ans, Henri Cuq préconise la destruction, dans les cinq ans, de vingt foyers dont quinze en région parisienne. Dans les communes concernées par ces destructions éventuelles, c'est d'abord l'étonnement qui prévaut. A Vincennes (Val-de-Marne, maire UDF), Ivry (Val-de-Marne, PCF) ou Aulnay (Seine-Saint-Denis, RPR), on souligne qu'il n'y a eu aucune concertation avec la commission parlementaire présidée par Henri Cuq. Puis l'embarras pointe aussitôt: «Ça nous est tombé sur la tête», commente le directeur de cabinet du maire d'Ivry en se perdant en circonvolutions pour expliquer que la ville a déjà beaucoup à faire avec ses 6.000 demandeurs non satisfaits de logements sociaux. A Epinay (Seine-Saint-Denis, PS), le rapport situait deux foyers à raser. La mairie, plan du territoire municipal à l'appui, répond que malgré l'adresse postale, ils sont en fait situés... sur la commune voisine de Saint-Denis. Manière comme une autre de se débarrasser «d'un problème qui certes nous concerne, mais n'est pas chez nous»...

Si les municipalités reconnaissent la surpopulation des foyers, elles n'envisagent pas d'y apporter de solutions. Faute de moyens, mais aussi de volonté. Pour la plupart, les mairies ont préféré fermer les yeux sur leur fonctionnement et gérer le plus discrètement possible les récriminations éventuelles des riverains. «A Vincennes, le foyer "Trois territoires dont personne ne se plaint a un taux d'occupation deux à trois fois supérieur à sa capacité. Il faut le ramener aux normes, mais au nom de quoi devrais-je reloger les habitants en trop?», demande Jean Clouet, le maire UDF. Dans le XIXe arrondissement de Paris, le maire PS Roger Madec, est d'accord pour détruire le foyer «insalubre» situé sur son territoire. «Mais il importera de mieux répartir la solidarité sur l'ensemble de la capitale et de ne pas concentrer les foyers dans un arrondissement comme le mien qui en compte déjà six», précise-t-il.

A Courbevoie (Hauts-de-Seine), Jacques Kossowski (RPR) avait quant à lui déjà prévu de reconstruire le foyer sur un site isolé. Sur un sujet délicat où son collègue d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Jack Ralite (PCF fondateur), préfère se taire, le maire de Courbevoie joue la franchise: «Bien sûr, de manière idéale il faudrait créer des petits foyers d'une cinquantaine de personnes répartis sur toutes les communes. Mais vous imaginez les réactions des gens... Et puis honnêtement, si je demandais à mes collègues maires d'en accueillir, ils me riraient au nez.»

Agacées dans l'ensemble par un rapport qui joue sur une corde sensible de leur électorat, les municipalités sont rarement d'accord avec les «nuisances» qu'engendre, selon le rapport, la présence du foyer. Dans le XIIe arrondissement (UDF), Christian Thomas de Monpreville, qui s'est longtemps occupé des relations avec le foyer Tillier dont Henri Cuq préconise la destruction, nuance: «Soyons clairs, les plaintes des riverains sont souvent des prétextes. Ils redoutent que la présence du foyer fasse perdre de la valeur à leur logement.»

L'actu Libé, tous les matins.

Adresse e-mail

S'inscrire

Déjà contesté par les associations, le rapport Cuq risque désormais un tir de barrage des élus locaux. A moins que la mission confiée au préfet Pierre Pascal par le Premier ministre ne parvienne à redéployer d'importants crédits en faveur de la réhabilitation de foyers ou de mécanismes permettant l'accès au logement social de ses résidents. Si tel n'était pas le cas, le rapport Cuq n'aura atteint que l'un de ses objectifs: un effet d'annonce censé donner des gages à une partie de l'électorat de droite.

Antoine Guiral

NOTRE NEWSLETTER

Pour recevoir de l’information par e-mail, plutôt que de la publicité.

EMAIL

OK